<i>N° de référence</i>	
4 B	c.a.f. (maritime); avec réciprocité; en vrac et en sacs; conditions spéciales pour le seigle (état garanti au débarquement); rendement intégral.
5 A	f.o.b. (maritime); sans réciprocité; en vrac et en sacs.
5 B	f.o.b. (maritime); avec réciprocité; en vrac et en sacs.
6 A	Expédition par fer en wagons complets; sans réciprocité.
6 B	Expédition par fer en wagons complets; avec réciprocité.
7 A	c.a.f. (voies navigables intérieures); sans réciprocité.
7 B	c.a.f. (voies navigables intérieures); avec réciprocité.
8 A	f.o.b. (voies navigables intérieures); sans réciprocité.
8 B	f.o.b. (voies navigables intérieures); avec réciprocité.
9	Règlements pour la normalisation des méthodes d'échantillonnage.

2. MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT : BIENS DE CONSOMMATION DURABLES

188	Conditions générales pour la fourniture à l'exportation des matériels d'équipement.
188 A	Conditions générales pour la fourniture et le montage des matériels d'équipement à l'importation et à l'exportation.
188 B	Articles additionnels pour la supervision du montage des matériels d'équipement à l'étranger.
188 D	Articles additionnels pour l'assistance au montage à l'étranger des matériels d'équipement.
574	Conditions générales pour la fourniture à l'exportation des matériels d'équipement.
574 A	Conditions générales pour la fourniture et le montage des matériels d'équipement à l'importation et à l'exportation.
574 B	Articles additionnels pour la supervision du montage des matériels d'équipement à l'étranger.
574 D	Articles additionnels pour l'assistance au montage à l'étranger des matériels d'équipement.
730	Conditions générales de vente à l'importation et à l'exportation de biens de consommation durables et d'autres produits des industries mécaniques fabriqués en série.

3. DIVERS

312	Conditions générales pour la vente internationale des agrumes.
410	Conditions générales pour l'exportation et l'importation des sciages résineux.
420	Conditions générales pour l'exportation et l'importation de grumes feuillues et de sciages feuillus de la zone tempérée.
Sales 16	Conditions générales pour l'exportation et l'importation de combustibles solides.
Trans /263	Conditions générales pour les déménagements internationaux.

2. Application des décisions de la Commission relative aux conditions générales de vente, contrats types et « Incoterms » : rapport du Secrétaire général*

I. — DÉCISION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION À SA DEUXIÈME SESSION

1. A sa deuxième session, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a adopté la décision ci-après concernant « les conditions générales de vente et les contrats types, et des « Incoterms » et autres termes commerciaux »¹:

¹ Rapport de la Commission sur les travaux de sa deuxième session (A/7618), par. 60.

« La Commission décide :

« En ce qui concerne les conditions générales de vente et les contrats types

« 1. a) De prier le Secrétaire général de communiquer le texte des conditions générales de vente de la CEE pour les matériels d'équipement, les produits des industries mécaniques et le bois, aux secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) et de la Commission économique pour l'Amérique latine

* A/CN.9/34.

(CEPAL), ainsi qu'aux autres organisations régionales qui s'occupent de ces questions ;

« b) De prier le Secrétaire général d'expédier les conditions générales susmentionnées en nombre suffisant d'exemplaires et dans les langues appropriées, et d'y joindre une note explicative exposant notamment l'objet des conditions générales de vente de la CEE et les avantages pratiques qu'il y aurait à utiliser des conditions générales dans les transactions commerciales internationales;

« c) De prier les commissions économiques régionales lorsqu'elles recevront les conditions générales de la CEE susmentionnées, de consulter les gouvernements de la région de leur ressort et/ou les milieux commerciaux intéressés, en vue de recueillir leurs avis et leurs observations sur les points suivants :

i) Est-il souhaitable d'étendre l'application des conditions générales de vente de la CEE auxdites régions ?
 ii) Y a-t-il, dans les conditions générales de la CEE, des lacunes ou des insuffisances du point de vue des intérêts commerciaux des régions intéressées, et, en particulier, serait-il opportun de formuler d'autres conditions générales pour les produits présentant un intérêt particulier pour ces régions ?
 iii) Serait-il bon de convoquer un ou plusieurs comités ou groupes d'étude, à l'échelle mondiale ou à une échelle plus restreinte, qui, avec la participation (s'il y a lieu) d'un expert désigné par le Secrétaire général, examineraient et élucideraient les questions qui se posent au niveau régional ?

« d) D'inviter les autres organisations auxquelles les conditions générales de la CEE seront communiquées à donner leur avis sur les points i, ii et iii de l'alinéa c ci-dessus;

« e) Que les avis et observations demandés aux commissions économiques régionales et autres organisations devraient parvenir au Secrétaire général, si possible, avant le 31 octobre 1969;

« f) De prier le Secrétaire général de présenter, à la troisième session de la Commission, avec les conditions générales pertinentes de la CEE, un rapport contenant (s'il y a lieu) une analyse des avis et observations communiqués par les commissions économiques régionales et autres organisations intéressées;

« g) D'examiner en temps opportun la possibilité de formuler des conditions générales portant sur une gamme de produits plus large que la gamme couverte par les énoncés spécifiques existants. Il faudrait aborder l'examen de cette possibilité après avoir eu l'occasion d'étudier les avis et observations demandés aux termes des alinéas c et d ci-dessus;

« h) D'accueillir avec satisfaction l'offre généreuse faite par le représentant du Japon de contribuer aux travaux de la Commission en préparant à son intention une analyse comparative des conditions générales de vente de la CEE;

« *En ce qui concerne les conditions générales de fourniture (CGF) de 1968 établies par le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM)*

« 2. a) De prier le Secrétaire général d'inviter le CAEM à fournir un nombre suffisant d'exemplaires en anglais des conditions générales de fourniture (CGF) de 1968, en y joignant une note explicative;

« b) De prier le Secrétaire général de communiquer, si besoin est dans les quatre langues de la Commission, les conditions générales de fourniture et la note explicative susmentionnées aux membres de la Commission et à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO), à la Commission économique pour l'Europe (CEE) et à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) à titre d'information.

« *En ce qui concerne les « Incoterms » 1953*

« 3. a) De prier le Secrétaire général d'informer la Chambre de commerce internationale que, de l'avis de la Commission, il serait souhaitable que la CCI donne la diffusion la plus large possible aux « Incoterms » 1953 afin d'encourager leur usage mondial dans le commerce international;

« b) De prier le Secrétaire général de porter les vues de la Commission concernant les « Incoterms » 1953 à la connaissance des commissions économiques régionales des Nations Unies lorsqu'elles examineront les conditions générales de vente de la CEE. »

2. L'Assemblée générale, par sa résolution A/RES/2502 (XXIV), a pris acte avec satisfaction du rapport de la Commission sur les travaux de sa deuxième session et a recommandé à la Commission de poursuivre ses travaux sur les sujets auxquels elle a décidé de donner la priorité.

II. — MESURES PRISES EN APPLICATION DE LA DÉCISION DE LA COMMISSION

3. Comme suite au paragraphe 1 de la décision adoptée par la Commission, le Secrétaire général, par une lettre datée du 14 août 1969, a communiqué le texte des conditions générales de vente de la CEE pour les matériels d'équipement, les produits des industries mécaniques et le bois à la Commission économique pour l'Afrique, à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, à la Commission économique pour l'Amérique latine, au Comité consultatif juridique africano-asiatique, à l'Organisation de l'unité africaine et à l'Organisation des États américains. Dans cette lettre, le Secrétaire général priait par ailleurs ces organisations de consulter les gouvernements de la région de leur ressort et les milieux commerciaux intéressés au sujet des points énumérés à l'alinéa c du paragraphe 1 de la décision.

4. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Secrétaire général avait déjà reçu des réponses de la Birmanie, de la Chine, de Cuba, des Fidji et de Hongkong. On trouvera reproduits dans l'annexe au présent rapport les passages de ces réponses qui ont trait aux questions de fond.

5. Le Secrétariat a entamé des consultations avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) au sujet de l'organisation d'un séminaire qui serait chargé de

faire une étude approfondie de certaines des conditions générales de vente de la CEE. L'objectif serait de recueillir auprès des gouvernements et des milieux commerciaux des renseignements propres à indiquer si les conditions générales existantes répondent aux intérêts et à la situation actuelle de l'Afrique. A cette fin, on a pensé que l'on pourrait peut-être choisir comme sujet d'étude un ensemble de conditions générales présentant un intérêt particulier pour les acheteurs africains — par exemple les conditions générales de vente pour les matériels d'équipement — et un ensemble de conditions générales présentant un intérêt particulier pour les vendeurs africains — par exemple les contrats types de la CEE pour la vente des sciages résineux (n° 410) ou pour la vente de grumes feuillues et de sciages feuillus (n° 420).

6. Comme suite au paragraphe 2, *b*, de la décision de la Commission, le Secrétaire général a communiqué à toutes les commissions économiques régionales de l'ONU des exemplaires des conditions générales de fourniture (CGF) de 1968 établies par le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM), en y joignant une note explicative comme le demandait la Commission. Il a, en outre, porté à leur connaissance les vues de la Commission concernant les « Incoterms » 1953 (par. 3 de la décision).

III. — POURSUITE DES ACTIVITÉS

7. Sous réserve des nouvelles décisions que la Commission pourrait prendre, le Secrétariat se propose de continuer dans la voie qu'il s'est tracée pour l'exécution de la décision par laquelle la Commission a préconisé

l'examen des conditions générales de la CEE (par. 1, *c* et *d*, cité plus haut à la section I). La Commission voudra peut-être se prononcer, d'une part, sur le plan d'action que le Secrétariat envisage (voir plus haut par. 5) pour l'examen de certaines des conditions générales de la CEE et, d'autre part, sur la question de savoir s'il faut encourager les commissions économiques régionales à prévoir, dans le cadre de leur ordre du jour, de mettre au point des plans pour procéder à l'examen de certaines des conditions générales de la CEE et, éventuellement, pour déterminer si, dans la région, on estime ou non qu'il est souhaitable et possible d'unifier ou d'harmoniser le commerce international grâce à une utilisation plus large des conditions générales de vente applicables à des produits déterminés ou à des catégories entières de marchandises.

8. A sa deuxième session, la Commission avait décidé (par. 1, *g*, cité plus haut à la section I) d'examiner en temps opportun la possibilité de formuler des conditions générales portant sur une gamme de produits plus large que la gamme couverte par les énoncés spécifiques existants. La Commission voudra peut-être, à ce stade, examiner la question de savoir à quel moment il conviendrait d'entreprendre des études préliminaires sur les différents moyens auxquels on pourrait avoir recours pour la formulation de conditions générales de cet ordre.

ANNEXE

Réponses des gouvernements concernant les conditions générales de vente de la CEE

[Non reproduite dans le présent volume]

D. — Délais et prescriptions dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels

*Rapport du Groupe de travail sur les délais et la prescription, première session, 18-22 août 1969**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>
INTRODUCTION	1-4
I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX	5
II. — PORTÉE DE LA CONVENTION	6-16
A. — Définition de la vente internationale des objets mobiliers corporels..	6-12
B. — Types de transactions et d'actions.....	13-16
III. — POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE PRESCRIPTION	17-48
A. — Critère fondamental permettant de déterminer le point de départ du délai de prescription	17-28
i) Autres critères examinés par le Groupe de travail	19-22
ii) Examen des autres critères	23-28
B. — Livraison de marchandises défectueuses	29-36
i) Règle générale	29-33
ii) Exceptions envisagées touchant les dommages causés à des personnes ou à des biens après la livraison (responsabilité du fait des produits)	34-36
C. — Effet de la garantie expresse	37-40
D. — Point de départ du délai de prescription dans le cas où le contrat est résolu avant la date d'exécution promise	41-44
E. — L'exigence d'un avertissement préalable et le point de départ du délai	45-48

* A /CN.9 /30.